

Plateforme commune pour une campagne :

POUR SORTIR DE LA PROSTITUTION, UN TITRE DE SEJOUR !

Socle commun

Cette campagne s'inscrit dans la suite du forum « Prostitution : l'exploitation des femmes étrangères » du 2 avril 2005.

Avec la volonté de ne pas être un collectif de plus, mais de s'impliquer sur une **plate-forme commune d'actions de sensibilisation et de revendications** en lien avec le terrain, s'appuyant sur les réseaux locaux, nationaux puis internationaux, et s'articulant avec les autres luttes menées pour les droits des femmes et des personnes étrangères.

Cet espace se veut un lieu dynamique de travail collectif se basant sur les savoirs-faire et les réseaux de toutes les participantes et de tous les participants.

Peuvent participer à cette plate-forme toutes les organisations, associations et individuEs qui, dans le respect de la diversité de positionnement et d'engagement de chacune et chacun sur la question, se rejoignent sur le fait que :

La prostitution que nous avons évoqué dans ce forum **est le fruit de systèmes d'exploitation et de domination :**

- ◆ **patriarcale** : l'injonction faite aux femmes d'être disponibles, l'appropriation de leur corps par des hommes
- ◆ **capitaliste** : dans l'Europe forteresse, la fermeture des frontières, les restrictions portées sur le droit d'asile et la chasse aux étrangères poussent les migrantes vers des réseaux de prostitution
- ◆ **administrative** : la façon dont les institutions traitent les femmes étrangères subissant ou ayant subi la prostitution, reflète le déni des violences contre les femmes et enferme celles qui sont privées de titre de séjour dans des situations de violences multiformes.

Les associations qui interviennent à destination des pays d'origine seront spécialement sollicitées.

Une vigilance particulière sera exercée sur la forme de cette campagne qui vise à toucher un public large, afin de ne pas stigmatiser les personnes qui sont prostituées, en nous incluant comme sujet de nos revendications (le « nous » sera préféré à « elles » et « eux »).

L'axe qui est privilégié pour cette campagne est celui de la sortie de la prostitution grâce, en premier lieu, à la revendication d'une carte de résidente sans condition pour les personnes prostituées.

Cette carte doit être accompagnée de :

- ◆ **la suppression de l'obligation de dénonciation et la mise à disposition de moyens pour un véritable droit à l'autonomie socioéconomique et à un accompagnement adapté notamment psychologique :** aujourd'hui, seules les personnes qui portent plainte contre leur proxénète, malgré les dangers, peuvent espérer obtenir un titre de séjour (six mois environ, trop court pour se reconstruire et trouver un emploi) et il ne s'agit pas d'un droit mais du bon-vouloir du préfet ; une protection très insuffisante face au danger de mort encouru et sans rapport avec la volonté de fermeté affichée par le gouvernement de lutter contre la violence que subissent les femmes).
- ◆ **la liberté de choix du lieu de résidence.**
- ◆ **la prise en compte des besoins affectifs de la personne.**
- ◆ **le droit à un revenu décent.**
- ◆ **le droit à un logement.**
- ◆ **la mise en cause du désengagement de l'Etat en matière de prévention et d'accompagnement à la sortie de la prostitution** en revendiquant notamment :
 - **l'accès à la formation**
 - des personnes migrantes, intégrant la dimension d'accompagnement de la personne dans ses apprentissages et l'accès à une formation diplômante, prenant en compte notamment les diplômes obtenus dans les pays d'origine
 - du personnel administratif, sur des thématiques liées à l'accueil des migrantes
 - des jeunes, par la prévention du sexisme et du racisme, notamment dans le cadre scolaire
 - **l'accès sans condition des femmes au marché de l'emploi**, notamment par des structures alternatives, par le soutien aux initiatives individuelles et collectives des femmes immigrées (micro projets et créations d'activités), qui leur permettent de valoriser leurs savoirs et d'acquérir une autonomie économique et sociale.

Cette campagne concerne et implique tout le monde en France et dans les pays d'origine et notamment :

- ◆ L'opinion publique dont les jeunes pour les informer
- ◆ Les associations et institutions
- ◆ Les personnes qui sont prostituées ou sont touchées par la prostitution, avec lesquelles nous voulons agir
- ◆ Les hommes pour qu'ils s'engagent dans cette campagne
- ◆ Les clients dont on souhaite qu'ils rompent avec cette complicité

A l'appel d'un groupe de travail réunissant des associations et individuEs
depuis janvier 2006 à l'initiative de la FASTI.

Organisations signataires : ATMF, FASTI, GASProm-ASTI de Nantes, LDH, Mouvement du Nid, RAJFIRE (liste en cours)